



AMUKA, L'ÉVEIL DES PAYSANS CONGOLAIS

Thématique : Les défis de l'agriculture familiale en République démocratique du Congo

Objectif pédagogique : Comprendre les défis qui se posent aux petit-e-s agriculteur-riche-s congolais-es plongé-e-s dans la pauvreté et les manières dont ceux-celles-ci s'organisent collectivement pour y répondre.

FICHE TECHNIQUE DU FILM

Résumé du film : La République démocratique du Congo dispose de suffisamment de ressources agricoles pour nourrir 3 milliards de personnes. Mais aujourd'hui, un-e Congolais-e sur deux souffre de la faim et les populations rurales sont les plus affectées. *Amuka, l'éveil des paysans congolais* pose deux questions fondamentales : « Qu'est-ce qui explique un tel paradoxe ? » et « Quelles sont les solutions mises en place par les agriculteur-riche-s congolais-es ? ». Pour y répondre, partons à la rencontre de quatre petit-e-s producteur-riche-s dans quatre provinces du pays. À pied, en pirogue, perché-e-s au sommet de camions-épaves, ils-elles quittent leur village et s'engagent sur le chemin du marché avec une seule volonté : celle de faire vivre une agriculture familiale dont 70% des Congolais-es dépendent aujourd'hui...

Bande-annonce : <https://www.youtube.com/watch?v=xA0U0miO2qY>

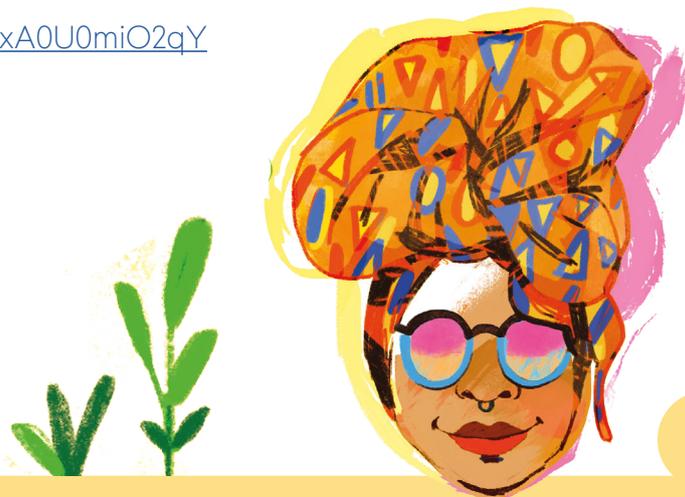
Réalisation : Antonio Spanò

Année : 2021

Pays : Belgique / République démocratique du Congo

Langue : Français

Durée : 71 min



ANIMATION AVANT LA PROJECTION :

TESTEZ LES CONNAISSANCES DU PUBLIC (10 minutes)

SONDAGE



QUESTION : Quand on évoque la République démocratique du Congo (RDC), quelles sont les idées et les images qui vous viennent à l'esprit ?

QUIZ DE CONNAISSANCE

QUESTION : Selon vous, en RDC, quel pourcentage de la population active vit de l'agriculture ?
23% ? 52% ? 70% ?

L'agriculture est la cheville ouvrière de l'économie du pays. Elle emploie 70% de la population active et constitue, à l'échelle nationale, le principal secteur pourvoyeur d'emplois. De plus, la plupart des personnes qui travaillent dans l'agriculture dépendent de leur production pour se nourrir.

QUESTION : Sachant cela, à votre avis, quel pourcentage du budget national congolais est consacré à l'agriculture ? 1,6% ? 17,5% ? 49,6% ?

En 2018, selon les données de la Banque Mondiale, seulement 1,6% du budget de l'État congolais était octroyé à l'agriculture ! Pourtant, en 2003, la RDC a signé les accords de Maputo qui l'engageaient à consacrer au moins 10% de son budget national à l'agriculture d'ici 2013 – ce qui n'a pas été respecté. Le secteur agricole est négligé au profit des activités minières, pétrolières, forestières et immobilières, bien plus lucratives à court terme pour les investisseurs privés.

QUESTION : Selon vous, en RDC, quel pourcentage de la population est considéré en situation d'insécurité alimentaire (c'est-à-dire, qui n'a pas un accès régulier à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active) ? 8,5% ? 18,5% ? 28,5% ?

Environ 28,5% de la population (27,3 millions de personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire en RDC. En 2022, la crise alimentaire qui sévissait dans le pays était la deuxième crise alimentaire la plus grave au monde, après celle au Yémen. C'est un paradoxe, car en théorie, la RDC dispose de suffisamment de ressources agricoles pour nourrir 3 milliards d'êtres humains !

VRAI OU FAUX ?

QUESTION : Les concessions accordées aux entreprises pour extraire les ressources naturelles durant la période coloniale (avant 1960) sont la principale cause de la faim en RDC.

VRAI. Pendant la période coloniale, les entreprises privées ou publiques ont exploité les ressources naturelles de la RDC sans tenir compte des besoins des populations locales en matière d'alimentation. Les terres fertiles ont été utilisées pour cultiver des denrées destinées à l'exportation, telles que le caoutchouc, le coton et le café, forçant les agriculteur-riche-s congolais-e-s à produire leur alimentation dans les terres les plus marginales et les moins fertiles. De plus, les politiques économiques imposées par les colons ont favorisé l'importation de produits alimentaires bon marché depuis l'étranger, au détriment de la production alimentaire locale. La RDC se trouve donc aujourd'hui fortement dépendante d'un commerce international instable et pourvoyeur de produits industriels de mauvaise qualité, ce qui compromet la sécurité alimentaire de sa population.

PARTAGE DE RESSENTI

QUESTION : Faisons un rapide tour de table pour que chacun·e puisse exprimer le sentiment que lui laisse le film ou partager l'idée ou l'image qui l'a le plus marqué·e.

DÉBAT MOUVANT

CONSIGNES : Lisez l'affirmation aux participant·e·s, puis demandez à ceux·celles qui sont « plutôt d'accord » avec l'affirmation de se lever et à ceux·celles qui ne sont « plutôt pas d'accord » de rester assis·es. Une fois tout le monde rassis, proposez à ceux·celles qui le veulent de donner chacun·e un argument pour justifier sa position. Voici quelques arguments pour relancer la discussion au besoin. Notons que les affirmations sont générales : elles ne se réfèrent pas spécifiquement au cas de la RDC, qui est un cas extrême.

Affirmation n°1 : « Les agriculteur·rice·s ont le pouvoir de construire une agriculture durable capable de les rémunérer décemment. »

PLUTÔT D'ACCORD

PLUTÔT PAS D'ACCORD

Capacité d'innovation et développement d'initiatives : dans un contexte particulièrement difficile, le film met bien en évidence la capacité d'innovation des agriculteur·rice·s et la multiplication des initiatives qui leur permettent de produire dans la dignité.

Faible accès aux moyens de production : comme dans beaucoup de régions du monde, les agriculteur·rice·s peinent à dégager un revenu décent car l'accès aux moyens de production (terre, eau, semences, équipements) pose problème. De surcroît, dans le cas de la RDC, les conflits armés, les bouleversements politiques et les crises humanitaires pèsent encore davantage sur cet accès.

Solidarité paysanne : le film illustre parfaitement la puissance du « collectif ». Par exemple, en créant des coopératives pour commercialiser ensemble leurs produits, les agriculteur·rice·s parviennent à tirer un meilleur prix de leur production. De même, investir collectivement dans des moyens de production leur permet d'augmenter leurs rendements à moindre coût.

Manque de soutien des pouvoirs publics : malgré son engagement à consacrer 10% de son budget à l'agriculture dès 2013, l'État congolais n'y dédie aujourd'hui que 2%. Et comme souvent, ce sont les productions industrielles destinées à l'exportation qui sont visées par les politiques publiques, plutôt que l'agriculture familiale.

Revendications politiques : dans beaucoup de pays, les agriculteur·rice·s parviennent à se fédérer en organisations paysannes qui portent leurs voix auprès des décideurs politiques. Ces organisations paysannes obtiennent parfois gain de cause : en 2016, par exemple, l'organisation CONVEAGRO a persuadé le gouvernement péruvien de mettre en place une loi de soutien à l'agriculture familiale – du jamais vu dans l'histoire de ce pays qui privilégie généralement l'agro-industrie !

Concurrence des produits importés : la concurrence croissante des produits industriels importés et vendus à des prix très bas empêche les agriculteur·rice·s congolais·es de vendre leurs produits à un prix décent.



Affirmation n°2 : « Par leurs choix de consommation, les citoyen-ne-s ont le pouvoir de faire changer ce système qui plonge les agriculteur-riche-s dans la pauvreté. »

PLUTÔT D'ACCORD	PLUTÔT PAS D'ACCORD
<p>Influence sur l'offre industrielle : la demande des consommateur-riche-s influence l'offre et le comportement des acteur-riche-s de la chaîne alimentaire (les producteurs, les industriels, les distributeurs). Plus les gens décideront de n'acheter que des produits bio, locaux et rémunérateurs pour les agriculteur-riche-s, plus les conditions de production industrielle s'aligneront sur ces standards.</p>	<p>Information faible ou trompeuse : le choix « responsable » du consommateur-riche dépend de l'information dont il-elle dispose. Or les étiquettes de la grande majorité des aliments sont dénuées de toute information concrète sur leurs conditions de production. Par ailleurs, l'industrie et la grande distribution déploient aujourd'hui toute leur puissance financière pour vendre comme « responsables » des produits qui ne le sont pas vraiment. C'est ce qu'on appelle le « greenwashing ».</p>
<p>Soutien aux acteur-riche-s alternatif-ve-s : ce sont les choix de consommation responsables qui permettent aux acteur-riche-s engagé-e-s dans la transition (les producteur-riche-s agroécologiques, les magasins en circuits-courts, etc.) de vivre dignement, de se développer et de se multiplier.</p>	<p>Prix dissuasifs : par rapport à l'alimentation low-cost industrielle, les prix de l'alimentation « juste et durable » restent dissuasifs, voire même inaccessibles pour les gens dont le pouvoir d'achat est limité. L'intervention de l'État est nécessaire pour permettre de surmonter cet obstacle.</p>
<p>Signal aux politiques : parce qu'ils attestent d'une prise de conscience citoyenne, les choix des consommateur-riche-s envoient également un signal aux politiques. En masse, ces choix sont donc susceptibles d'encourager l'État à appuyer la transition.</p>	<p>Habitudes alimentaires : les consommateur-riche-s sont habitué-e-s à une alimentation industrielle et mondialisée : des produits diversifiés tout au long de l'année, des produits exotiques bon marché, des produits riches en additifs ou à la forme parfaite, etc.</p>

Affirmation n°3 : « En réalité, seuls les États (et les pouvoirs publics) ont la capacité d'amorcer une transition vers une agriculture durable et rémunératrice. »

PLUTÔT D'ACCORD	PLUTÔT PAS D'ACCORD
<p>Investir dans l'agriculture familiale : les États peuvent soutenir l'agriculture familiale en octroyant des aides aux revenus, en finançant l'accès à des moyens de production durables ou en préservant les terres agricoles. Les études menées par l'ONU montrent d'ailleurs qu'encourager le développement du secteur agricole est 2 à 4 fois plus efficace pour réduire la pauvreté qu'encourager le développement des autres secteurs de l'économie.</p>	<p>Poids des accords de commerce : les États sont liés par des accords commerciaux négociés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et souvent sans aucun débat démocratique et sous la pression économique des États en position de force sur le marché mondial. Ils ne peuvent donc pas financer leur agriculture ou limiter les importations de produits industriels comme ils le veulent, sous peine d'encourir de lourdes sanctions économiques.</p>
<p>Booster le pouvoir d'achat : pour encourager les consommateur-riche-s à acheter des produits locaux à un prix juste, plutôt que des produits industriels importés à bas prix, les États peuvent prendre des mesures : taxer l'alimentation industrielle en proportion des impacts négatifs qu'elle produit ; instaurer des aides à la consommation équitable ; mettre en place une « sécurité sociale de l'alimentation », etc.</p>	<p>Manque de budget : chaque année, l'Europe investit 60 milliards d'euros dans son agriculture. Mais la plupart des autres pays ne disposent pas d'un tel budget. Pour cause : la chute des recettes fiscales provoquée par les « politiques d'ajustement structurel » imposée par le FMI ; la privatisation de nombreux secteurs économiques ; la corruption ; les dettes coloniales ou post-coloniales. En RDC, par exemple, la dette publique représente aujourd'hui 50% du PIB !</p>
<p>Promouvoir un commerce local et équitable : les États ont le pouvoir de limiter la concurrence des produits importés, en instaurant par exemple des quotas d'importation ou en taxant les produits importés pour financer la production locale.</p>	<p>Priorité à l'agro-industrie : la plupart des gouvernements favorisent le développement d'une agriculture industrielle, plus compétitive sur le marché mondial mais moins rémunératrice et pourvoyeuse d'emplois que l'agriculture familiale. Une des principales raisons : les grandes compagnies qui tirent profit de ce modèle agro-industriel influencent fortement les décisions politiques par diverses stratégies de lobbying.</p>

CONSIGNES : Si vous peinez à trouver des questions à poser à votre intervenant·e, voici quelques idées. Veuillez à demander au préalable l'avis de l'intervenant·e sur les questions qui lui seront posées. Pour des idées de contacts, n'hésitez pas à nous solliciter (jva@humundi.org ou nba@humundi.org).

DISCUSSION AVEC UN·E EXPERT·E DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

QUESTION : De nombreux pays d'Afrique, comme la RDC, ont théoriquement la capacité de nourrir bien plus que leur population. Or, c'est sur le continent africain qu'on trouve les taux d'insécurité alimentaire et de sous-alimentation les plus élevés. Comment expliquer ce paradoxe ?

QUESTION : Comment expliquer que l'agriculture soit si peu développée et si peu encouragée par les États africains ? L'Europe a-t-elle une responsabilité dans ce problème ?

QUESTION : Le film illustre différentes manières dont les agriculteur·rice·s s'organisent collectivement pour faire face aux impacts de la mondialisation. Pouvez-vous nous expliquer comment nous en sommes arrivés à cette situation où des tonnes de produits industriels à bas prix envahissent les marchés africains et empêchent les agriculteur·rice·s locaux·ales de vendre leurs produits à un prix décent ?

QUESTION : Le film met en avant la capacité des agriculteur·rice·s à trouver des solutions et à agir collectivement. Connaissez-vous des initiatives de ce genre qui ont prouvé leur efficacité ? Selon vous, les agriculteur·rice·s ont-il·elle·s le pouvoir de s'en sortir par eux·elles-mêmes ?

QUESTION : Qu'est-ce que les États africains pourraient faire (ou font déjà) pour soutenir l'agriculture familiale ?

QUESTION : À l'échelle mondiale, les femmes jouent un rôle prédominant dans l'agriculture. Mais l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) pose un constat interpellant : partout dans le monde, les femmes sont plus touchées par l'insécurité alimentaire que les hommes. Comment faire pour renforcer le pouvoir des femmes au sein de nos systèmes alimentaires ?

DISCUSSION AVEC UN·E AGRICULTEUR·RICE BELGE

QUESTION : Pouvez-vous nous présenter votre ferme en quelques mots et nous dire sur quels aspects votre situation est comparable ou non à celle des agriculteur·rice·s congolais·es présenté·e·s dans le film ?

QUESTION : Quels sont les principaux défis auxquels vous faites face en tant qu'agriculteur·rice ? Est-ce que les défis évoqués par les agriculteur·rice·s dans le film (comme la concurrence du marché international ou l'accaparement des terres) sont comparables à ceux que vous rencontrez ?

QUESTION : Est-ce qu'en Belgique aussi, les agriculteur·rice·s s'organisent collectivement pour faire face aux défis ? Avez-vous des exemples d'initiatives inspirantes en tête ?

QUESTION : Selon vous, quelles sont les principaux leviers d'actions politiques, les principales mesures, qui permettraient aux agriculteur·rice·s de sortir la tête de l'eau ? Pourriez-vous nous expliquer en quelques mots ce qu'est la Politique agricole commune (PAC) et nous dire ce que vous pensez de la manière dont elle fonctionne à l'heure actuelle ?

RÉFÉRENCES POUR ALLER PLUS LOIN

Article de Grain : « Agro-colonialisme au Congo : la finance de développement européenne et américaine alimente une nouvelle phase de colonialisme en RDC » (<https://grain.org/fr/article/5219-agro-colonialisme-au-congo-la-finance-de-developpement-europeenne-et-americaine-alimente-une-nouvelle-phase-de-colonialisme-en-rdc>)

Article de Défis Sud : « Enfin une politique agricole pour le Congo ? » (<https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2021/01/SOS-Defis-Sud-soixante-ans-RDC.pdf>)

Article de Défis Sud : « Une politique congolaise trop éloignée des réalités locales » (<https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2021/01/SOS-Defis-Sud-soixante-ans-wamu-RDC.pdf>)

Article de MO - Mondiaal Nieuws : « Comment nourrir la RDC demain ? » (<https://www.mo.be/fr/blog/comment-nourrir-la-rdc-demain>)



PARTANT·E POUR REMETTRE LE COUVERT ?

Planifiez une seconde séance de ciné-débat ! Tous les kits de projection Alimenterre sont disponibles sur le site du festival : <https://festivalalimenterre.be/kits-de-projection/>

Z.U.T - Zones Urgentes à Transformer (2022) Les dangers des pesticides	Soyalism (2019) La surproduction industrielle de viande
Sur le Champ ! (2020) L'alternative agroécologique	La Planète Lait (2018) Le système productiviste européen
Quand les tomates rencontrent Wagner (2020) Le dépeuplement rural	L'empire de l'or rouge (2018) La mondialisation et l'emprise des multinationales
Uår - The Resilient (2020) La vulnérabilité des agriculteurs face au réchauffement climatique	Thank You for the Rain (2017) L'inertie politique face au réchauffement climatique
Le Festin (2020) L'accaparement des terres agricoles	Circle of Poison (2016) Les dangers des pesticides

Proposez d'autres animations à votre public ! Plus d'infos sur l'offre pédagogique de Humundi : <https://www.sosfaim.be/category/ressources-pedagogiques/>

CONTACT

Pour toute question ou demande de conseils, contactez :
Nicolas Barla (nba@humundi.org) ou **Julie Van Der Kar** (jva@humundi.org)

